



## DECISION DU PRESIDENT N° 021-24

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

### Objet : ATTRIBUTION DE MARCHE POUR LE RELEVAGE DES DECHETS VERTS AVEC LA GAEC LA MAISON NEUVE

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 28 décembre 2023, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 1 500 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la nécessité de relever le tas de déchets verts de la plate-forme de la déchèterie de Saint-Fulgent afin de libérer de la place pour le dépôt des usagers,

Considérant l'offre de la GAEC La Maison Neuve à Saint-Fulgent pour un coût horaire à 65 € HT, soit une estimation de 8 775.00 € HT pour un temps de relevage d'environ 135 heures à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 jusqu'à la date de mise en service de la nouvelle déchèterie de Chavagnes-en-Paillers (à titre indicatif au 01/07/2025).

### DECIDE

**Article 1 :** de confier le marché de relevage des déchets verts sur la déchèterie de Saint-Fulgent à la GAEC La Maison Neuve à Saint-Fulgent pour un coût horaire de 65 € HT, soit une estimation de 8 775.00 € HT pour un temps de relevage d'environ 135 heures à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 jusqu'à la date de mise en service de la nouvelle déchèterie de Chavagnes-en-Paillers (à titre indicatif au 01/07/2025).

**Article 2 :** d'imputer la dépense sur les crédits du budget annexe Déchets.

**Article 3 :** le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

**Article 5 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

**Article 6 :** conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 20 février 2024

Le Président  
Jacky DALLE

